

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** 142 (1997)  
**Heft:** 1

**Artikel:** Politique des États-Unis dans l'après-guerre froide  
**Autor:** [s.n.]  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-345727>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 30.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

– Les appareils engagés risquaient de subir des pertes importantes.

– Les bombes et les missiles pouvaient toucher sévèrement les populations civiles, ce qui provoquerait un phénomène de boomerang contre l'OTAN (les Serbes ont cherché à exploiter ce créneau de propagande).

– La plupart des objectifs militaires n'ont pas été touchés ou mis hors de combat.

– Ces attaques aériennes n'ont eu pratiquement aucun effet sur la préparation à la guerre et l'aptitude au combat des Serbes.

– Après les premières actions aériennes, afin d'éviter des attaques dans la durée, les opinions publiques, les parlements et les gouvernements exigeraient l'interruption des opérations aériennes avant qu'elles aient obtenu les résultats escomptés.

– A long terme, les belligérants ne négocieraient

pas vraiment et chercheraient à impliquer l'OTAN dans leur guerre.

– L'OTAN, elle-même, subirait une crise à la suite des besoins croissants en hommes et en matériels, ce qui réduirait sa liberté de manœuvre et, partant, sa capacité de dissuasion.

Aucune de ces hypothèses ne se vérifia.

**R. L.**

## **Politique des Etats-Unis dans l'après-guerre froide**

Les priorités de Washington en matière de politique étrangère, surtout en Europe, sont devenues imprécises. Malgré un consensus sur la maintien de l'OTAN, différentes tendances apparaissent, concernant les relations avec la Russie et son rôle futur, l'élargissement de l'OTAN. La participation américaine aux efforts internationaux de maintien de la paix. L'optimisme qui prévalait au début des années 1990 n'est plus de mise ; on soupçonne la Russie de tenter, plus ou moins adroitement, de rétablir sa suprématie sur les pays qui formaient l'Union soviétique. L'importance et le rôle des forces américaines en Europe se trouvent également au centre des discussions, bien que, symbole oblige, Washington continuera vraisemblablement à y maintenir d'importantes forces et à vouloir participer à la défense de l'Occident en cas de conflit. En revanche, on ne peut pas attendre qu'ils interviennent dans chaque conflit localisé, dans les territoires de l'ex-Union soviétique, sans que les responsables aient sérieusement examiné les intérêts américains.

La guerre en ex-Yougoslavie a renforcé le scepticisme américain concernant le rôle de l'ONU dans le maintien de la paix, attitude surtout perceptible dans les rangs républicains au Congrès, plus réservés face à des engagements à l'étranger. L'ex-Yougoslavie a également fissuré l'Alliance atlantique : il est patent que les Etats-Unis et leurs alliés n'ont pas la même vision stratégique à propos de la Bosnie. Et cela n'est qu'un problème parmi bien d'autres...

D'après Larrabee, F. Stephan : « La politique américaine et la crise yougoslave » ; Maresca, John J. : « L'après-guerre froide est terminée », *Politique étrangère* 59, 60/1994-1995.